



Elfe XX-XXI

Études de la littérature française des XXe et XXIe siècles

12 | 2023
Fictions du complot

« Tout écrivain met en lumière des contradictions qui sont au principe d'un trouble collectif. » Entretien avec Luc Boltanski

“Every writer brings to light contradictions that belong to the roots of a collective trouble.” Interview with Luc Boltanski

Luc Boltanski, Chloé Chaudet et Ivanne Rialland



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/elfe/5529>

DOI : 10.4000/elfe.5529

ISSN : 2262-3450

Éditeur

Société d'étude de la littérature de langue française du XXe et du XXIe siècles

Référence électronique

Luc Boltanski, Chloé Chaudet et Ivanne Rialland, « « Tout écrivain met en lumière des contradictions qui sont au principe d'un trouble collectif. » Entretien avec Luc Boltanski », *Elfe XX-XXI* [En ligne], 12 | 2023, mis en ligne le 18 septembre 2023, consulté le 19 septembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/elfe/5529> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elfe.5529>

Ce document a été généré automatiquement le 19 septembre 2023.



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

« Tout écrivain met en lumière des contradictions qui sont au principe d'un trouble collectif. » Entretien avec Luc Boltanski

“Every writer brings to light contradictions that belong to the roots of a collective trouble.” Interview with Luc Boltanski

Luc Boltanski, Chloé Chaudet et Ivanne Rialland

NOTE DE L'AUTEUR

Propos recueillis par Chloé Chaudet et Ivanne Rialland à Paris, le 23/01/2023.

- 1 Dans *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes* (Gallimard, 2012), le sociologue Luc Boltanski s'appuie sur des œuvres littéraires – romans policiers, romans d'espionnage – pour analyser les formes symboliques de l'enquête et du complot. Plus spécifiquement, il s'agit de montrer en quoi ces romans, à la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, traduisent une inquiétude concernant « la réalité de la réalité » que le sociologue associe au développement de l'État-nation comme projet d'organisation du réel, et aux tensions que créent les logiques divergentes du capitalisme en expansion. Loin d'être un hapax dans l'œuvre du sociologue, *Énigmes et complots* trouve ses racines dans son étude du sens de la justice, ses prolongements dans l'analyse du fait d'actualité, et son fondement dans ses réflexions sur le rôle de la sociologie et du sociologue.

Dans votre préface à la dernière édition (2021) de *De la justification* (co-rédigé avec Laurent Thévenot, 1991), vous faites des analyses de cet ouvrage la source d'*Énigmes et complots*

(2012) avec un jalon intermédiaire : *De la critique* (2009). Pouvez-vous nous expliquer comment votre réflexion sur le sens de la justice vous a mené à travailler sur l'incertitude ?

Ma formation en tant que sociologue s'est faite pour l'essentiel dans le groupe de Pierre Bourdieu, où était mise en œuvre une sociologie critique qui n'était pas sans rapport avec la Théorie critique de la première École de Francfort, quoique prenant appui sur un travail empirique beaucoup plus solide que cette dernière. Dans cette tradition – pour le dire vite – les acteurs sociaux sont le jeu de déterminismes et n'ont pas accès à la vérité de leur condition. L'un des rôles du philosophe critique ou du sociologue pratiquant une sociologie critique est alors de dévoiler les forces qui les déterminent. J'étais – et je suis toujours – d'accord avec un certain nombre de résultats empiriques des enquêtes statistiques menées dans le cadre de ce laboratoire, comme ceux sur lesquels repose un livre célèbre : *Les Héritiers* (1964), souvent considéré comme annonçant Mai 68. Mais j'avais des doutes concernant des éléments importants de cette théorie, particulièrement ceux qui, en mettant tout l'accent sur les déterminismes, relativisaient trop fortement le rôle de l'incertitude, ainsi que ceux qui intensifiaient la différence entre un acteur social plongé dans l'illusion et un sociologue capable (seul capable ?) de lui dévoiler la vérité de sa condition. On le voit par exemple à travers certains usages de la notion de trajectoire associée à celle de domination. Étant donné d'un côté un individu dont on connaît quelques caractéristiques et de l'autre des forces identifiées dont il subit l'action, on doit pouvoir calculer son déplacement social entre sa position au temps t1 et sa position au temps t2. C'est revenir à une science telle que la concevait Laplace.

J'ai progressivement pris des distances avec ces schèmes. D'abord dans le travail que j'ai consacré à la formation d'un groupe social, celui des cadres (*Les Cadres*, 1982), dans lequel je suis moins parti de l'analyse des dispositions des acteurs et de leurs *habitus*, que de processus politiques à l'œuvre dans la société française entre 1936 et 1968 environ. Au cours de cette recherche, j'ai mené de nombreux entretiens et j'ai rencontré, notamment, des cadres en difficulté dans leur entreprise, qui cherchait à les pousser à démissionner (pour ne pas verser d'indemnités de licenciement). Ces cadres m'entretenaient de ces conflits en parlant de leur « affaire » et ils allaient parfois jusqu'à écrire à des journaux pour chercher à mobiliser la presse en leur faveur. J'ai entrepris de constituer « l'affaire » en tant que forme sociale, en prenant le terme au sens de l'Affaire Dreyfus, à laquelle les personnes engagées dans ces processus faisaient souvent référence (même si ce dont ils se plaignaient paraissait minime comparé à ce que fut l'Affaire). Il me fallait pour cela du matériel empirique et, après plusieurs tentatives infructueuses, j'ai trouvé, dans les archives du journal *Le Monde*, des lettres envoyées par des personnes pour dénoncer des injustices et j'ai pu ainsi constituer un corpus d'environ trois cent lettres – dont certaines pouvaient aller jusqu'à plusieurs dizaines de pages, car les expéditeurs envoyaient également la photocopie de pièces supposées être importantes dans leur dossier. Certaines de ces lettres étaient envoyées par des associations ou des organisations ; d'autres par des individus. Les journalistes me disaient : « Un grand nombre de ces lettres viennent de paranoïaques », et, dans d'autres cas, « Il doit y avoir du vrai, mais on ne peut pas enquêter sur tout ». Cela me mettait sur la voie de quelque chose qui, depuis, est resté au centre de mon travail : d'une part, la notion d'incertitude dans les jugements, et d'autre part cette référence à la paranoïa qui, je pense, est très intéressante parce qu'elle suppose un monde dans lequel le cela-va-de-soi a disparu, de sorte qu'à peu près tout peut susciter la suspicion.

Je pense qu'un bon sociologue classique aurait sorti ces lettres douteuses du corpus. J'ai, au contraire, décidé de traiter l'ensemble qui était dispersé entre des lettres d'Amnesty International ou d'un syndicat et des lettres d'une personne isolée accusant son beau-frère d'être un espion à la solde d'une puissance étrangère. J'ai ensuite, d'une part, isolé dans les textes de ces lettres des informations ou des figures qui me semblaient particulièrement pertinentes auxquelles j'ai associé une valeur numérique afin de procéder à des décomptes statistiques et à des corrélations et, d'autre part, je les ai fait lire à cinq personnes sans compétences particulières, en leur demandant de donner une note à chacune des lettres sur une échelle allant de 1, si la lettre leur semblait émaner d'une personne normale, à 10 si la lettre leur semblait émaner d'une personne mentalement dérangée. J'ai ensuite, avec une statisticienne, procédé à une analyse factorielle des données. Sur cette base j'ai entrepris de construire ce que l'on peut appeler une grammaire de la normalité. Il s'agit, si l'on veut, de répondre à la question : à quoi doit ressembler une plainte concernant une injustice pour paraître émaner d'une personne normale ? On voit alors que les limites de la normalité sont assez étroites et que chacun possède un sens de la normalité exigeant qu'il met en œuvre dans la vie quotidienne, par exemple pour juger que telle ou telle personne avec laquelle il entre en contact est « bizarre » ou « louche » (les résultats de cette recherche ont été publiés dans *L'Amour et la Justice comme compétences*, 1990).

Cette recherche m'a amené à travailler sur les notions de jugement, de paranoïa et de sens de la justice, puisque toutes ces personnes dont j'avais analysé les lettres se considéraient victimes d'injustices. À la même époque, je collaborais, sur d'autres recherches, avec Laurent Thévenot, un polytechnicien de l'INSEE qui, depuis les statistiques, en était venu à développer des recherches très inventives en économie et en sociologie. Mettant en commun nos intérêts pour des questions relatives à la justice et au sens du juste nous avons écrit ensemble *De la justification*, publié en 1991, en laissant de côté, dans ce livre, la question de la normalité, sur laquelle je suis revenu dans *Énigmes et complots*, publié vingt ans plus tard. À l'origine de *De la justification* l'analyse des disputes joue un rôle important, parce que, dans les moments de dispute, ce qui semble le plus établi est remis en question par les acteurs concernés, et, plusieurs interprétations différentes des mêmes événements se trouvant confrontées, l'incertitude sur ce qui s'est réellement passé est très présente, comme c'est aussi le cas dans les histoires policières ou les récits d'espionnage analysés dans *Énigmes et complots*. Nous avons donc travaillé avec un groupe de doctorants observant des disputes ; par exemple, je me rendais régulièrement dans la municipalité d'une ville du Nord avec l'une des doctorantes (Claudette Lafaye), et nous participions aux réunions des différents services en étant particulièrement attentifs aux disputes et aux désaccords. Nous avons alors décidé de prendre au sérieux la revendication des acteurs à agir de façon valable (au lieu de n'y voir qu'une stratégie) et d'étudier les ressources communes dont ils pouvaient disposer pour justifier leurs jugements et leurs actions, ainsi que les différentes façons dont leurs prétentions étaient soumises à des tests que nous avons appelés des moments d'épreuves – d'où ils pouvaient sortir grandis ou, au contraire, diminués. Ces moments d'épreuve jouaient selon nous un rôle central dans le cours de la vie sociale.

À partir de là, comment arrive-t-on à *Énigmes et complots* ?

De la justification a été la matrice d'un ensemble de travaux réalisés dans notre équipe. Mais ces travaux ont eu du mal à se faire reconnaître auprès des sociologues classiques parce qu'ils ne mettaient pas tout l'accent sur des forces sociales s'exerçant, à leur insu, sur des personnes. Ils s'intéressaient à des personnes qui, bien que se trouvant en désaccord, étaient contraintes par la situation à prendre au sérieux les critiques qui leur étaient faites, à leur opposer des justifications et aussi à tenir compte des justifications des autres. C'est la raison pour laquelle nous avons considéré que le genre de sociologie que nous pratiquions était moins une sociologie critique qu'une sociologie de la critique. Car les sociologues ne sont pas seuls à être critiques et la plupart des personnes, loin d'être passives, se livrent constamment à la critique. Tout cela pouvait croiser une logique de domination mais ne s'y limitait pas. Dans *De la critique* (publié en 2009), j'ai tenté d'élaborer un cadre théorique permettant de dépasser l'opposition un peu artificielle entre une sociologie critique et cette sociologie de la critique.

Au centre de *De la critique* se trouve la distinction entre la *réalité* et le *monde*. J'ai placé sous le terme de « réalité » les dimensions de la vie sociale qui sont plus ou moins instituées et que la sociologie considère généralement comme ayant fait l'objet d'une construction sociale (le droit, les cadres institutionnels, les papiers d'identité, les fuseaux horaires, les frontières territoriales, les conventions collectives dont dépendent les conditions de travail, etc.). Chacun d'entre nous est évidemment pris dans cette réalité, mais peut aussi vivre des expériences qui l'excèdent, au contact avec ce que j'ai appelé le « monde » – défini comme étant « tout ce qui arrive » en référence à une formule de Wittgenstein au début du *Tractatus*¹. Quand la réalité se trouve discréditée du fait de ses contradictions, des failles se forment dans le tissu de ce qui se présente comme étant le réel, ce qui suscite chez les acteurs sociaux la recherche de nouveaux points d'appui leur permettant d'avoir prise sur leur vie. Ces appuis, ils peuvent les trouver dans des expériences mises jusque-là de côté et qui leur avaient en quelque sorte échappé, parce qu'elles n'avaient pas leur place dans la trame de la réalité construite.

J'ai écrit *Énigmes et complots* juste après avoir terminé *De la critique*, et *Énigmes et complots* prétend être, pour une part, une illustration empirique des idées présentées dans *De la critique*. La genèse du livre est un peu inattendue. *De la critique* a été écrit à partir de trois conférences données à l'Institut de Recherche Sociale de Francfort, à la demande de Axel Honneth, dans le cadre des Conférences Adorno pour l'année 2008. Durant cette période, il m'arrivait d'être insomniaque et de chercher à retrouver le sommeil en lisant des nouvelles ou des livres de Conan Doyle ou de Georges Simenon, et je me suis étonné de la façon dont ces textes parvenaient à susciter mon intérêt : non à m'endormir, comme je l'espérais, mais à me maintenir éveillé presque malgré moi. Au lieu de me libérer de mes inquiétudes sociologiques, cette réflexion m'y a en quelque sorte ramené, en faisant revenir au premier plan les questions de l'incertitude, de l'enquête et celle de la paranoïa puisque le détective mis en scène dans ces œuvres, comme dans celles d'Agatha Christie, procède comme le ferait un paranoïaque quand, par exemple, il attache une grande importance à un brin d'herbe foulé ou à une trace sur un parquet récemment rayé. Je devais écrire un texte pour un volume publié en l'honneur d'Axel Honneth et, bien que ce n'était peut-être pas ce qui était le plus approprié, j'ai mis noir sur blanc les réflexions que me suggérait la

lecture des histoires de Sherlock Holmes. C'était le début d'*Énigmes et complots*. Il n'y avait pas d'autre projet au départ. Mais en travaillant sur Conan Doyle, et en envisageant la problématique de l'énigme, j'ai été évidemment ramené à l'opposition entre la « réalité » et le « monde » qui avait été développée dans *De la critique*.

L'année précédente, j'avais aussi été invité à participer à une journée d'étude à l'Université Libre de Bruxelles, autour des accusations de complots et de ce qu'on appelle maintenant le complotisme. Je me suis alors souvenu que cette accusation de complot était très présente dans les recherches que j'avais menées sur la « dénonciation » et sur les personnes en prise avec des « affaires ». Je me suis donc dit qu'il pourrait être intéressant d'aborder, outre le roman policier, le roman d'espionnage dont les complots constituent un objet de prédilection. En le faisant, je me suis aperçu qu'en s'intéressant à ce corpus sur l'enquête et sur le complot, on touchait en fait un très grand nombre des problèmes de la sociologie en tant que discipline.

Et puis évidemment, j'ai remis en jeu ma chère paranoïa, si je puis dire. Parce que le drame, c'est que le paranoïaque ne peut jamais être démenti. S'il est inspecteur de police ou détective, il est présenté comme normal. Mais dans la plupart des situations ordinaires de la vie, quelqu'un qui n'est pas policier ni détective et qui soumettrait à peu près n'importe quoi à des enquêtes aussi minutieuses serait considéré comme paranoïaque. On pourrait dire que, dans le jugement courant, quelqu'un qualifié de paranoïaque est quelqu'un qui pousse l'enquête au-delà du raisonnable. Or qu'est-ce que le raisonnable, dans ce cas ? Personne n'en sait trop rien. La question de l'incertitude, qui s'articule à celle de l'enquête, est ici tout à fait centrale. Si vous prenez John Dewey, par exemple, qui est un auteur de référence de la sociologie pragmatique : au fond, toute sa morale est une morale de l'enquête. Si vous voulez savoir comment vous allez aborder tel ou tel problème social, vous allez effectuer une enquête. Mais quand allez-vous interrompre l'enquête ? Est-ce que vous allez vous intéresser jusqu'au brin d'herbe foulé comme dans les histoires de Sherlock Holmes ? Un élément central chez Sherlock Holmes est l'importance que revêt la croyance dans une réalité dont la trame est tissée par des liens de causalité, au sens que le terme avait pris dans la science de cette époque-là. Jamais l'étrange ou le surnaturel n'apparaissent dans ces histoires. Mais Conan Doyle a écrit aussi de nombreuses autres histoires liées au surnaturel et il était lui-même un adepte du spiritisme et du paranormal. C'est comme s'il avait voulu mettre au centre de son œuvre la différence entre le naturel et le surnaturel.

La lecture et l'étude de fictions littéraires vous auraient donc permis, au fond, de réfléchir à la sociologie.

Tout à fait. Progressivement, l'objet d'*Énigmes et complots* s'est centré autour de la relative concomitance entre trois processus qui se sont développés à l'articulation du XIX^e et du XX^e siècle. Soit, d'une part, l'apparition d'œuvres littéraires consacrées aux histoires policières puis quinze ou vingt ans plus tard aux récits d'espionnage, qui allaient devenir un genre littéraire prépondérant, et cela à un niveau mondial ; d'autre part, la découverte de la paranoïa par le psychiatre allemand Emil Kraepelin, qui allait très vite se diffuser dans le champ psychiatrique notamment en France ; enfin, le développement de la sociologie, particulièrement en France avec Durkheim. Or que font les opérations liées à ces trois dynamiques ? Elles ont en commun de mettre au centre de leurs démarches la question de la réalité, considérée dans sa

fragilité et surtout distribuée entre une réalité de surface qui se donne pour évidente, mais qui est illusoire, et une réalité profonde mais cachée et souvent malfaisante. Elles ont donc en commun de susciter un doute et d'introduire l'incertitude dans la façon dont la réalité est envisagée. Elles mènent à se demander de quoi est faite la réalité. Ce trouble sur la teneur de la réalité n'est pas lié à la référence à une transcendance comme dans les histoires de saints ou de fantômes qui évoquent le surnaturel. Il s'agit d'une réalité immanente, mais qui peut se manifester de façon totalement incertaine.

Dans *Énigmes et complots*, j'ai proposé une thèse qui vise à donner des éléments pour comprendre le contexte social et politique dans lequel cette mise en cause de la réalité de la réalité – si je puis dire – est devenue une sorte de lieu commun à l'articulation du XIX^e et du XX^e siècle. Cette thèse a quelque chose de foucauldien. La deuxième moitié du XIX^e siècle est la grande période de montée en puissance et de développement des États-nations, spécialement en Europe ; c'est le début de ce que Foucault appelle le biopouvoir et, d'une certaine façon, de l'État-providence. L'État commence à se targuer non seulement d'être une puissance par rapport à d'autres puissances, mais aussi de sa capacité à créer, à l'intérieur des frontières nationales, un cadre réglé et prévisible à peu près dans tous les domaines de la vie courante. C'est de cela dont parle la thématique de la « construction de la réalité » que j'aborde dans le livre. Si chacun se conforme bien aux logiques d'équivalence qui fondent et légitiment cet ordre, que l'on peut qualifier de bureaucratique, il doit pouvoir maîtriser le déroulement de son existence. Or, ce projet de maîtrise par l'État de l'incertitude et de la gestion des différences (dont nous bénéficierons tous, puisqu'il est aussi à l'origine de ce que l'on appellera l'État social) a quelque chose de démiurgique, de presque impossible et est sans arrêt confronté à des échecs, notamment parce qu'il entre en tension avec le développement concomitant du capitalisme – qui obéit à une autre logique, se nourrit de l'exploitation des différences et des décalages, et surtout ignore les frontières.

Avant d'entrer plus en détail dans la question du complotisme et de ses mutations dans le monde contemporain, nous souhaiterions revenir sur le statut de la littérature au sein de vos réflexions. Envisagez-vous plutôt la littérature comme un *indice* de certains phénomènes, pour reprendre un terme cher à Ginzburg, ou possède-t-elle plutôt pour vous une force de *modélisation* ?

Du point de vue de la sociologie, la littérature joue un rôle de réflexivité sociale. En ce sens, tout écrivain travaille pour le collectif et, souvent sans le savoir, met en lumière des contradictions qui sont au principe d'un trouble collectif. C'est très proche de ce que Lévi-Strauss a écrit à propos de la fonction des mythologies. Elles ne visent pas – écrit-il – à apporter des solutions et à résoudre des contradictions, seraient-elles dialectiques. Elles permettent de porter des tensions et des contradictions au niveau de la conscience commune, de façon à ce que les personnes concernées puissent les faire travailler, les manipuler, les intégrer à leur stock de connaissances et s'y habituer. Ces tensions varient bien sûr selon les contextes socio-politiques. Je suis d'ailleurs parfois amusé du degré auquel les romanciers (mais c'est aussi vrai des sociologues) se précipitent sur les problèmes sociaux qui travaillent particulièrement une certaine époque dans une certaine zone géopolitique, ce qui semble donner raison à la femme de lettres Catherine Pozzi quand elle disait : « il pense comme il pleut ». La littérature considérée sous ce rapport se présente comme une sorte de musée des problèmes sociaux. Il suffit de feuilleter une revue importante et d'une

certaine longévité pour voir s'y succéder, s'y décomposer et s'y recomposer les problèmes sociaux et les thématiques politiques comme les figures sur l'écran d'un kaléidoscope.

Et donc ce qui intéresse à la fois la sociologie et la littérature, ce sont les problèmes – les problèmes dits sociaux – qui, à un certain moment, paraissent s'imposer à tous et semblent incontournables : les ignorer c'est refuser d'être de son temps et, si ces problèmes prennent une dimension politique, c'est refuser de servir le collectif, c'est-à-dire de s'engager. Mais la sociologie est aussi une science en sorte qu'elle peut également développer une réflexivité propre par rapport à ces processus communs de réflexivité sociale. Elle peut tenter de se doter d'une extériorité de second rang – d'ordre épistémologique – et s'imposer des contraintes et des règles de fonctionnement de façon à autocontrôler la manière dont elle considère et traite ces intérêts communs et ces demandes externes qui s'exercent aussi sur elle. Mais on pourrait dire la même chose de la littérature. Pour prendre un exemple limite – celui de la poésie – *The Waste Land* de T. S. Eliot, écrit en 1921-1922, a pu être interprété comme une allégorie de la première guerre mondiale, mais ce texte, dédié à Ezra Pound, représente surtout une rupture radicale dans la poésie de langue anglaise. Souvenez-vous des quatre premiers vers :

April is the cruellest month, breeding
Lilacs out of the dead land, mixing
Memory and desire, stirring
Dull roots with spring rain.

Pour saisir les relations entre ces deux aspects de la littérature, l'un tourné vers l'extérieur, qui s'empare des problèmes sociaux d'une époque ou surtout, peut-être, se laisse prendre par eux, et l'autre qui se tourne vers l'intérieur de la littérature avec pour objectif de travailler les modes d'expression eux-mêmes, on peut sans doute emprunter la démarche développée par Franco Moretti et prendre appui sur l'opposition qu'il déploie entre les méthodes de *close reading* et les méthodes de *distant reading*.

La littérature et les arts en général pourraient-elles constituer une instance médiatrice entre ce que vous appelez « la réalité » et « le monde » ? Pour le dire autrement, la littérature ferait émerger à sa manière des phénomènes qui sont en train de devenir réels, ou qui sont problématiques dans le réel tel qu'il est configuré dans une société donnée ? C'est en cela que la littérature jouerait ce rôle de politisation, de devenir politique ?

Oui, on peut dire ça. On peut dire des problèmes qui sont défendus par un mouvement ou un groupe, qu'ils sont en voie de politisation s'ils sont présentés comme engageant le bien commun de tous, de tous les membres de la communauté. C'est par exemple actuellement le problème de la façon dont doit être accompagnée la fin de vie qui, tout être humain étant mortel, peut facilement être présenté comme concernant tous. Mais on pourrait dire à peu près la même chose d'une autre thématique concernant le bien-être animal. Évidemment, votre question ne peut trouver une réponse positive qu'en démocratie. Les États totalitaires se caractérisent par un autre type de processus de politisation, où c'est l'État lui-même qui décide de ce qui doit être politisé ou non et qui fait descendre vers les personnes, les sujets auxquels ils sont supposés devoir s'intéresser, comme ce fut par exemple le cas dans la Russie stalinienne – un processus maintenant bien documenté – sans parler de ce qui se passe actuellement dans la Russie de Poutine.

Nous voudrions revenir avec vous sur une notion que vous estimez centrale, comme vous l'avez d'ailleurs souligné au début de cet entretien : la paranoïa. Une expression popularisée en 1964 par le politologue étatsunien Richard Hofstadter réapparaît régulièrement au sein des *conspiracy studies* : le « style paranoïaque » (« *paranoid style* »). Elle peut paraître assez séduisante pour des littéraires, même si ce qu'Hofstadter nomme « style » (dont la signification en anglais ne recoupe pas tout à fait celle du français) correspond surtout à une rhétorique – qu'il étudie, dans divers discours politiques étatsuniens, en couvrant une période allant de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au maccarthysme. Pourriez-vous revenir sur le contexte et les enjeux de ce « style paranoïaque » auquel vous consacrez plusieurs pages dans *Énigmes et complots* ?

Hofstadter avait été brièvement membre du parti communiste avant de le quitter et de devenir un libéral de gauche. Il a d'ailleurs aussi écrit sur Roosevelt. Ses réflexions sur le « style paranoïaque » me font penser à celles du grand juriste Hans Kelsen, qui a écrit un très beau livre sur la démocratie (*Vom Wesen und Wert der Demokratie*, 1920). En démocratie, vous n'avez pas d'ennemis ; vous avez des adversaires. Et donc vous ne désignez aucun groupe de personnes (par exemple les communistes, pendant le maccarthysme) comme une catégorie d'individus qui doit être éliminée à cause de ce qu'elle est ou à cause des idées qu'elle défend.

Au fond, ce qu'Hofstadter appelle un discours paranoïaque, c'est un discours qui met en scène le fait de traiter des adversaires comme s'il s'agissait d'ennemis qu'il faut interner, expulser ou même tuer.

Dans le livre qu'Arnaud Esquerre et moi-même avons consacré il y a peu à la politique et aux médias (*Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI^e siècle*, 2022), nous nous efforçons notamment de préciser le sens que l'on peut donner au terme d'*idéologie*. Selon nous, une idéologie repose toujours sur la mise en scène d'une menace qui pèse sur l'ensemble de la communauté quand ce n'est pas sur l'ensemble de l'humanité. Ce faisant, une idéologie désigne des adversaires qui sont soit jugés responsables de faire peser cette menace, soit accusés de ne pas la prendre suffisamment au sérieux. Quand elle se développe dans le cadre d'une démocratie, une idéologie ne prétend pas détruire physiquement ces adversaires, mais cherche à les convaincre ou à prendre des mesures légales pour les « empêcher de nuire ». On peut ressaisir sous ce rapport le conflit qui a opposé Hans Kelsen – le juriste autrichien d'inspiration démocratique – à Carl Schmitt – le juriste allemand de tradition autoritaire rallié au nazisme. La légitimité démocratique suppose des processus de discussion, au cours desquels différents points de vue se trouvent confrontés, tandis que pour Schmitt, la légitimité repose sur des processus d'acclamation du peuple assemblé face au leader. Pour quelqu'un comme Hofstadter, le « style paranoïaque » était une rhétorique fasciste qui acclame le leader et qui n'attaque plus des adversaires qu'il faut convaincre, avec lesquels il faut discuter ou contre lesquels il faut voter, mais des individus qu'il faut détruire.

Cela dit, Hofstadter a aussi été critiqué en raison de sa pensée parfois un peu trop systématique, qui a pu encourager certaines associations automatiques au « complotisme » de discours polarisants – même quand ces derniers n'évoquent pas de complots.

C'est un sujet extrêmement sensible pour une raison simple qui est que, dans la plupart des cas, ceux qui dénoncent des complots (les complotistes) et ceux qui dénoncent ceux qui dénoncent des complots sont non seulement en désaccord sur ce que l'on peut désigner sous le terme de complot mais même, le plus souvent, ne

cherchent pas à approfondir la question de savoir comment l'on peut faire la différence entre un ensemble de personnes menant une action coordonnée jugée non complotiste et un ensemble de personnes menant une action coordonnée susceptible d'être qualifiée de complotiste. Quand j'ai écrit *Énigmes et complots*, il y avait déjà un grand nombre d'écrits relevant de la sociologie, de l'histoire, de la science politique voire de la philosophie sur ce sujet, qui n'est devenu populaire en France que plusieurs années après la publication de mon livre en 2012. Presque toutes les études qui critiquent le « complotisme » ou qui, à l'inverse, critiquent l'opposition au « complotisme », commencent par une phrase du type : « Bien sûr, nous savons bien qu'il existe des complots, oui mais... ». Cette formule qui rappelle le « Je sais bien mais quand même... » (titre d'un célèbre article sur la question de la croyance, paru en 1964 et republié depuis lors, de l'anthropologue et psychanalyste Octave Mannoni), montre que ce débat repose, comme c'est souvent le cas des grands débats idéologiques, sur des bases assez floues.

Dans *Énigmes et complots*, j'analyse la plupart des définitions du complot proposées dans les études anglo-saxonnes, et elles sont assez faibles. On peut dire néanmoins qu'un point principal est la question des faits. Si, reprenant à tort une phrase attribuée à Nietzsche (attribution erronée comme le montre le philosophe Bernard Williams en 2002 dans *Truth and Truthfulness*), on considère qu'« il n'y a pas de faits mais seulement des interprétations », il devient alors impossible de faire la différence entre une croyance qui prend appui sur des opérations visant à travestir la vérité – opérations dissimulées par un complot – et une croyance qui prend appui sur des épreuves de réalité susceptibles de mettre publiquement en place une vérité. Or si vous abandonnez l'idée de fait, doté d'une existence matérielle et dont les traces peuvent être enregistrées et contrôlées par plusieurs observateurs indépendants et par des institutions, la notion de vérité disparaît et tout peut être attribué à un complot. Bien sûr, il y des gens qui disent que les Américains ne sont jamais allés sur la Lune : là, c'est un fait qui est nié. Dans le cas de l'actualité, un fait doit, pour exister comme tel, être accepté par la majorité des grandes instances de fabrication de l'actualité, c'est-à-dire, par exemple, le *New York Times*, *Le Monde*, *La Stampa*, les grandes chaînes de télévision et de radio, les principales agences, etc. Il existe des cas célèbres de faits d'actualité présentés comme tels qui se sont révélés faux, mais c'est assez rare, et la mystification a rarement duré longtemps, même lorsqu'elle avait été voulue par un État. Les grandes institutions de recueil des faits sont en concurrence et ont tendance à se contrôler les unes les autres. Si l'une d'entre elles met au premier plan une information sur des faits faux, elle sera pénalisée par les autres. C'est l'un des avantages d'un système d'information libéral sur un système d'information totalitaire. Pour expliquer qu'un fait ou qu'un événement important est demeuré caché, il faut donc imaginer l'existence d'un complot très puissant destiné à empêcher les informations les concernant de circuler.

Dans *Qu'est-ce que l'actualité politique ?*, Arnaud Esquerre et moi avons dépouillé 120 000 commentaires numériques adressés, en septembre et octobre 2019, au journal *Le Monde* par des lecteurs abonnés. Pour assurer la crédibilité de leurs messages, ces lecteurs insistent souvent sur le fait qu'ils « ne sont pas complotistes » et appuient ce propos en ne contestant pas l'existence des faits relatés, mais leur interprétation par les journalistes. Surtout si l'on envisage le problème d'un point de vue historique, ce sont finalement les historiens universitaires qui détiennent l'autorité nécessaire pour

dire si tel processus ou tel événement historique est ou non le résultat d'un complot. On le voit en lisant le livre dans lequel Peter Knight a recensé toutes les accusations de complot aux États-Unis depuis la Révolution américaine (*Conspiracy Theories in American History. An Encyclopedia*, 2003). Un grand nombre d'accusations font état de croyances qui ne sont pas reconnues comme correspondant à des faits réels ; dans d'autres cas, comme le Watergate, l'existence d'un complot est reconnue par les historiens ; dans d'autres cas, enfin, dont l'assassinat de John Kennedy est un bon exemple, la question n'est pas dénouée après des dizaines d'années de recherche et des centaines voire des milliers de textes publiés.

Certains m'ont reproché, après la publication d'*Énigmes et complots*, de ne pas avoir suffisamment mis au premier plan les dangers que l'on peut imputer au complotisme. Ces dangers ne sont pas illusoire. Le complotisme a été, depuis deux siècles, largement mis au service d'accusations à l'encontre de minorités sexuelles et d'accusations xénophobes et antisémites. Mais, en tant que sociologue, il m'a semblé que mon rôle était moins de faire un procès contre le complotisme que d'analyser le mieux possible l'ensemble du phénomène, c'est-à-dire ce qui se joue dans les disputes au cours desquelles la question du complotisme apparaît.

À mon avis, un critère important pour y voir un peu plus clair dans ces débats a trait au droit. Car derrière cette question du complot et du complotisme se dissimule une autre question, beaucoup plus importante, au moins aux yeux d'un sociologue, qui est celle de la nature des liens sociaux et de la façon dont on fait la distinction entre un collectif légitime et un collectif illégitime. Cette question est aussi politiquement importante parce que, l'union faisant – comme on dit – la force, elle recoupe celle des rapports de force entre groupes. On peut donc la formuler de cette façon : quels sont les collectifs dont la force procède d'un lien social légitime et, à l'opposé, quels sont les collectifs qui reposent sur un lien social illégitime ? Soit, par exemple, les membres du corps enseignant d'une université dont le statut est officiel. On ne dira pas que les liens qui les unissent ou la solidarité qui les lie sont de l'ordre d'un complot parce que leur collectif est juridiquement institué. Ces professeurs bénéficient de la garantie de l'institution qui les a recrutés et qui contrôle plus ou moins leur conduite, toute transgression, même si elle n'est le fait que d'un seul membre, ayant tendance à diminuer la valeur de la garantie dont tous bénéficient. À l'inverse, on parlera de complot à propos d'un ensemble dont on soupçonne l'existence et qui serait formé par des acteurs supposés agir de façon solidaire, ce qui accroîtrait secrètement leur puissance, sans que cet ensemble ne soit déclaré en tant que collectif bénéficiant d'une assise juridique. C'est par exemple ce genre de lien secret qui a été supposé être celui des juifs qui, après le décret d'expulsion de 1492, se sont convertis au christianisme de façon à pouvoir rester sur le sol espagnol. Ils ont été accusés non seulement de pratiquer le judaïsme en secret mais aussi de fomenter une sorte de complot contre les intérêts de la couronne et ont été assassinés en grand nombre. À l'âge de la montée des nationalismes, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, cette accusation s'est étendue à toute l'Europe. Les juifs étant présents dans différents pays européens, ils ont été accusés de ne pas être des membres loyaux du pays dans lequel ils résidaient, et de former un vaste complot pour dominer l'Occident voire le monde. Cette accusation a été notamment répercutée par un faux dont on sait, notamment grâce aux travaux de l'historien Carlo Ginzburg, qu'il avait été fabriqué en France, vers 1897-1898, par un agent secret de la police tsariste : *Les*

Protocoles des sages de Sion, qui a ensuite circulé dans toute l'Europe jusqu'à devenir un élément important de la propagande nazie. Les accusations complotistes permettent de fournir des simulacres d'explications lorsque la situation sociale et politique devient incompréhensible. Elles viennent en quelque sorte combler un déficit de causalité.

Ce sont donc surtout les formes, modalités et enjeux de ce déficit de causalité qu'il faut envisager pour mieux comprendre le complotisme et, plus généralement, l'incertitude qui vous intéresse depuis le début de vos recherches ?

La question de savoir comment des relations de causalité peuvent être introduites de façon à lier les éléments d'un récit descriptif est tout à fait centrale en histoire et aussi en sociologie, deux disciplines où elle fait l'objet de nombreux débats. Mais elle est aussi importante dans le cas de l'actualité et particulièrement de l'actualité politique. Dans *Qu'est-ce que l'actualité politique ?* nous avons montré que les lecteurs du journal *Le Monde*, s'ils ne mettaient pas, ou rarement, en cause les faits relatés, critiquaient souvent les interprétations de ces faits proposées par les journalistes. Or la façon dont ils s'efforçaient de faire de nouvelles interprétations était de modifier les relations de causalité soit en allant chercher d'autres éléments dans le passé, considérés comme des causes du fait en question, soit en prenant appui sur des causalités futures, c'est-à-dire en prédisant des conséquences à venir de ce fait, conséquences que le journaliste avait ignorées ou n'avait pas voulu voir. Le paradoxe de l'actualité, c'est que tous les faits d'actualité ne prennent sens que par rapport au passé qu'on ne connaît pas, ou qu'on ne connaît que par des traces, et par rapport au futur qu'on ne connaît pas parce qu'il n'est pas encore advenu. Une incertitude colossale entoure donc des choses certaines, mais dont la signification demeure complètement incertaine parce qu'on ignore la causalité ou parce qu'on se dispute sur la causalité ou sur les conséquences.

En somme, vous revenez sur les incertitudes de la causalité, liées aux caractéristiques du récit médiatique tel que l'a défini Jean-François Tétu comme mise en intrigue provisoire d'une histoire en mouvement. Cela, vous le séparez donc de ce qui est complotisme en tant que tel, qui relève d'un défaut de confiance dans les faits – dans des faits qui sont admis par des conventions qui ne sont pas contestables au sein de la société. Les complotistes seraient-ils dès lors des individus pour qui ce que vous nommez la réalité serait purement conventionnel ?

Ils sont complotistes pour construire comme étant réelle une réalité que tout le monde ou la plupart des gens, y compris des instances disposant de moyens importants de contrôle, considèrent comme fausse. Il faut supposer un niveau élevé de complicité entre des gens très divers et très puissants soit pour maintenir une entreprise secrète soit pour dissimuler des faits importants. Ce n'est pas totalement impossible, notamment en contexte de guerre ; je pense par exemple au « Manhattan Project », ce projet de recherche qui mena à la production de la première bombe atomique. Il y a sans doute eu environ cent mille personnes qui ont travaillé à ce projet, dont la plupart ignoraient sur quoi elles travaillaient précisément. Mais c'était un travail parcellaire et secret mené dans des circonstances de guerre mondiale assez particulières. À l'inverse, pour croire et faire croire que les informations montrant qu'un Américain, Neil Armstrong, a posé le pied sur la Lune en 1969 sont une supercherie, il faut supposer l'existence d'un complot si vaste, engageant un si grand nombre de personnes, qu'il est impossible de le concevoir. Mais cela n'empêche pas que des rumeurs complotistes l'affirment et que des personnes croient ou feignent de

croire que cela a bien été le cas. Ce n'est donc pas tellement un problème de conventions ; c'est un problème de causalité assez simple finalement.

L'une des raisons au succès du complotisme que je présente dans mon livre, qui est un peu différente de ce que l'on lit d'habitude, est qu'il se manifeste par des récits. Les discours complotistes sont faits pour être racontés. Or si je vous dis : « L'actuel Président de la république française est une femme. On ne nous l'a jamais dit, mais ce n'est pas un homme », c'est plus intéressant que si je vous dis « Emmanuel Macron est un le fils d'un médecin d'Amiens ». Si je vous dis « Ruffin et Macron sont frères », c'est plus intéressant que de dire qu'ils viennent tous les deux de la même ville mais n'ont aucun lien de parenté. Les histoires de complot sont particulièrement bonnes à raconter. Elles apportent des plus-values fictionnelles qui sont importantes.

Un autre aspect de ce phénomène est peut-être en rapport avec le rôle central que jouent les institutions scolaires et universitaires dans notre société. D'un côté, le nombre de ceux qui ont fait des études secondaires et universitaires a considérablement augmenté. Mais un grand nombre de ceux qui ont eu une formation secondaire ou universitaire sont entrés dans la vie active sans bénéficier des avantages espérés. On pourrait, au moins dans certains cas, interpréter l'attrait des discours complotistes en tant qu'il exprimerait une sorte de révolte contre le savoir dit « officiel » et contre les informations que diffusent les médias les plus reconnus, supposés être fabriqués et lus par des intellectuels auxquels l'université offre une garantie. Les informations officielles sont alors associées aux privilégiés et la préférence pour les interprétations de type complotiste est une façon de manifester que l'on possède des capacités réflexives et, en même temps, d'exprimer sa défiance à l'égard des vérités défendues par les autorités intellectuelles et par l'école.

Cette idée est très intéressante en ce qu'elle va à contre-courant de l'idée répandue selon laquelle les « complotistes » seraient des imbéciles ou des individus très peu cultivés.

Je ne sais pas bien, dans ce contexte, ce que veut dire « cultivé » ou « pas cultivé ». Il semble que le complotisme se développe particulièrement auprès de personnes qui ont fréquenté le système scolaire, voire l'université, mais dont les études ont été interrompues ou qui ne sont pas parvenues à accéder aux positions sociales auxquelles elles aspiraient. Cela semble également vrai de ce que l'on sait du développement du complotisme durant l'entre-deux-guerres, qui a été une composante de la montée des mouvements fascistes. Très souvent, les argumentations complotistes se donnent des allures de démonstrations « scientifiques », comme on l'a vu notamment à propos des explications complotistes du 11 septembre 2001 – comme s'il s'agissait d'une sorte de mimétisme destiné à opposer une autre « science », indépendante et authentique, à la science dite « officielle » transmise par les institutions et par là accusée d'être complice des « pouvoirs ». Mais ces démonstrations supposées scientifiques n'ont aucune validité, sinon celle d'exercer des effets de croyance.

Peut-être est-ce à ce niveau que s'établit le lien entre *Énigmes et complot* et *De la critique* ? Le complotisme pourrait, à certains égards, être lié à un processus critique ?

Oui, le complotisme exprime une sorte de « critique ». Mais il n'y pas de raison de s'extasier devant toute espèce de critique. Pour reprendre l'exemple de l'entre-deux-guerres, les idéologies des mouvements fascistes se voulaient carrément critiques et c'est, dans une large mesure, ce qui a fait leur succès avec les conséquences que l'on

sait. On pourrait d'ailleurs dire à peu près la même chose aujourd'hui de la propagande du Rassemblement National.

On pourrait donc le formuler autrement : le complotisme ne serait-il pas une sorte de critique réactionnaire, et n'y aurait-il pas alors une sorte d'effet de miroir avec *De la critique ? Énigmes et complots* et *De la critique* sont liés, comme je l'ai souligné, par un appareil théorique qui vise à montrer l'importance de l'incertitude dans le déroulement de la vie sociale et par les effets d'inquiétude que suscite cette incertitude dans les moments et les situations où elle se révèle. Mais il ne s'agissait pas de mettre toutes les formes de critique sur le même plan.

Effectivement, dans l'histoire des deux derniers siècles, ce que l'on appelle le complotisme a surtout servi à construire et à diffuser des explications d'événements ou de processus qui servaient des idéologies réactionnaires, fascistes et antidémocratiques. Pour ces idéologies, le complotisme a été une arme de guerre visant à stigmatiser des catégories de personnes désignées comme étant des ennemis de l'intérieur.

De fait, à l'heure actuelle, le motif du complot est surtout – du moins en Occident – associé à des figures malveillantes, qui suivent des buts néfastes. On a en partie perdu l'énergie émancipatrice qui définissait certaines représentations romantiques du complot, dont on trouvait encore des traces évidentes dans leurs reconfigurations anarchistes au tournant du xx^e siècle.

Il existe toujours des fictions dans lesquelles des associations entre personnes susceptibles d'être qualifiées de l'extérieur comme étant des complots sont présentées en mettant en valeur leur caractère héroïque et leur poursuite du bien commun. C'est le cas de l'énorme littérature publiée depuis la fin de la seconde guerre mondiale sur la Résistance. Mais c'est vrai aussi de certains romans d'espionnage.

Dans *Énigmes et complots*, vous soulignez de façon très stimulante les tensions entre l'État-nation clos dans ses frontières et sa cohérence, et les flux du capitalisme. C'est très convaincant pour comprendre le corpus que vous étudiez. Aujourd'hui, l'État-nation pourrait sembler quelque peu fragilisé, même s'il se débat. Les phénomènes actuels de mondialisation contribuent-ils, à votre avis, à transformer la logique narrative du complot ? Ou au contraire, sommes-nous dans un moment d'exacerbation des tensions entre le capitalisme et ses flux mondiaux, et les pays qui tâchent de se resserrer au sein de leur cohérence et de leurs frontières ? Notre question est aussi suscitée par l'étude, dans ce numéro d'*ELFe XX-XXI*, de romans africains se distinguant des représentations occidentales du complot prises dans un moment socio-historique spécifique.

C'est une question compliquée. Pour ma part, j'ai quelques doutes. Il y a vingt ou trente ans, j'ai cru au déclin de l'État-nation sous l'effet de la mondialisation des échanges et du développement de firmes multinationales. J'y crois de moins en moins. Je pense que cela a été en partie une illusion. Au fond, la puissance de concentration de forces des États ne trouve d'équivalent dans aucune entreprise capitaliste multinationale. Ajoutons que ces entreprises elles-mêmes demeurent très dépendantes de juridictions d'origine étatique. L'accroissement du nombre des États-nations durant la seconde moitié du xx^e siècle a été le phénomène le plus marquant. Et il faudrait ajouter à cela un autre phénomène plus récent et très inquiétant qui est le développement dans de nombreux pays d'un nationalisme prenant souvent appui sur une base religieuse.

Pour conclure, une question d'ordre à la fois méthodologique et épistémologique. Dans *Énigmes et complots*, vous envisagez, en somme, les complots imaginés dans les romans policiers et d'espionnage comme des symptômes et des modèles d'une attitude plus générale de soupçon au regard du réel, liée à l'incertitude qui vous intéresse depuis longtemps. Or, vous interrogez également, ailleurs dans l'ouvrage, les liens entre cette « attitude soupçonneuse » et la démarche sociologique. Vous citez notamment à ce propos les parallèles effectués entre elles par Karl Popper, et, plus récemment, par Nathalie Heinich. Comment, finalement, pourrait-on distinguer le complotisme du doute critique essentiel au sein des sciences humaines ?

Ces parallèles sont très anciens : les premières analyses de la paranoïa publiées en France par les docteurs Sérieux et Capgras, au tout début du xx^e siècle, comparent le paranoïaque à un « savant sociologue » et cette comparaison se veut assez négative à l'égard de la sociologie ! Derrière ce parallèle malveillant et un peu facile, une question se pose qui, elle, est sérieuse et complexe, et qui est celle des agents ou plutôt des actants qui peuvent être mis en scène par un discours sociologique. Est-il légitime de placer en position de sujet de verbe d'action non des êtres humains désignés par leur nom propre (Napoléon, etc.) mais des catégories rassemblant une pluralité plus ou moins floue d'acteurs (les « nouvelles classes moyennes ») ou des entités qui ne sont pas à proprement parler des personnes, telles que « le capitalisme », le « nationalisme », etc. ? Popper qui, sous ce rapport peut être vu comme un précurseur particulièrement radical de l'individualisme méthodologique, considère, dans le texte que j'ai pris en exemple dans *Énigmes et complots*, que le fait de placer des entités en position de sujet de verbe d'action équivalait à un retour aux anciennes mythologies, et que de parler par exemple de « la bourgeoisie » équivalait à désigner un « complot ». Or il est difficile de concevoir un discours sociologique qui se passerait complètement de la référence à des catégories et même à des entités. Une question sociologique fondamentale est alors celle de la façon dont ces catégories et ces entités doivent être construites et mises à l'épreuve pour pouvoir être utilisées de façon acceptable dans un discours orienté vers une vérité scientifique.

NOTES

1. « Le monde est tout ce qui a lieu. », Ludwig Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus* [1922], traduction, préambule et notes de Gilles-Gaston Granger, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 1993, p. 33.

RÉSUMÉS

Entretien avec Luc Boltanski

Interview with Luc Boltanski

AUTEURS

LUC BOLTANSKI

Né en 1940, formé auprès de Pierre Bourdieu, Luc Boltanski est directeur d'études en sociologie morale et politique à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Il est internationalement connu pour ses contributions à la sociologie pragmatique. Il conduit actuellement des recherches dans deux directions. D'une part, il poursuit ses travaux sur la sociologie des opérations critiques et, particulièrement, sur les expressions actuelles de la critique du capitalisme. Il entreprend, d'autre part, une recherche centrée sur les répercussions des changements récents du capitalisme sur le fonctionnement des mondes de l'art. Parmi ses publications les plus connues figurent *De la justification* (en collaboration avec Louis Thévenot, Gallimard, 1991), *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, 1999 (en collaboration avec Ève Chiapello, Gallimard, 1999), *De la critique* (Gallimard, 2009) et *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes* (Gallimard, 2012). Il est également l'auteur d'une œuvre poétique (voir par exemple *À l'instant*, Melville/Léo Scheer, 2003 ou *Les Limbes*, avec les images de son frère Christian, MF, 2006).

CHLOÉ CHAUDET

Chloé Chaudet est maîtresse de conférences HDR en littérature générale et comparée à l'Université Clermont Auvergne, membre du Centre de Recherches sur les Littératures et la Sociopoétique (CELIS) et membre de l'Institut Universitaire de France depuis 2022. Après avoir étudié les reconfigurations contemporaines de l'engagement littéraire à l'échelle internationale (notamment dans *Écritures de l'engagement par temps de mondialisation*, Classiques Garnier, 2016) et exploré le champ des études transatlantiques (en particulier par sa traduction de *TransArea* d'Ottmar Ette, Classiques Garnier, 2019), elle poursuit ses recherches sur les articulations entre littérature, politique et mondialisation en s'intéressant aux circulations transatlantiques de la fiction du complot en langues européennes.

IVANNE RIALLAND

Ivanne Rialland est maîtresse de conférences au Centre d'Histoire Culturelle des Sociétés Contemporaines (UVSQ, Paris-Saclay). Elle a publié plusieurs articles sur la place des fictions populaires dans les récits surréalistes. Ses recherches actuelles se concentrent sur les publications sur l'art (XX^e-XXI^e siècles). Elle a coordonné notamment *Critique et médium* (CNRS éditions, 2016) et « Le livre, le musée et l'enfant » (*Image & narrative*, 2023, <https://www.imageandnarrative.be/>). Elle codirige la collection « Ateliers de l'imaginaire » aux presses de l'Université Grenoble-Alpes (UGA Éditions).